**NOTICE DE SELECTION**

**Recrutement d’un(e) Consultant(e****) Spécialiste National(e) des Aspects Droits Humains et les Populations Clés pour la revue du PNS 2018-2021 en RDC**

**Référence du dossier : 057/IC-NATIONAL/****VIH-CIDD/2019**

 Date : 01/10/2019

**Pays :** République Démocratique du Congo, Ville : Kinshasa

**Description de la mission :** Un(e) Consultant(e) Spécialiste National des Aspects Droits Humains et les

 Populations Clés pour la revue du PNS 018-2021 en RDC

**Niveau de poste et d’expérience :** Consultance, national

**Intitulé du projet : VIH-CIDD**

**Durée de la mission :** 45 jours ouvrables étalé sur une période de 2 mois

Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail**soumission.goma@undp.org** avec mention de la référence et intitulé du dossier**.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard mardi 15 octobre 2019 à 16 heures de Goma.**

 **Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

Les offres sont publiées sur les sites suivants du PNUD :

<http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=>

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

**1. Contexte :**

|  |
| --- |
| A l’approche des échéances des objectifs 90 – 90 – 90 de l’ONUSIDA en 2020, il s’avère nécessaire de procéder à l’évaluation du niveau des performances réalisées à mi-parcours dans la mise en œuvre du Plan Stratégique National de lutte contre le Sida 2018-2021, et de reformuler un nouveau cadre stratégique prenant en compte l’environnement actuel de grands défis qui entourent la riposte au sida au niveau mondial et national, notamment l’ODD3, la déclaration politique sur le VIH pour mettre fin à l’épidémie du sida à l’horizon 2030, les orientations de l’OMS sur le traitement « test and treat », les orientations politiques des nouvelles institutions politiques et administratives du pays.L’évidence d’amorcer le processus de la revue des performances du Plan Stratégique National 2018-2019 devant permettre à mesurer les résultats, les produits en analysant les performances qui portent les interventions dans la mise. Pour rappel, la RDC connait une épidémie du VIH de type généralisé, avec une prévalence dans la population générale autour de 1,1%. Et, la prévalence dans les groupes de populations clés majeures varie de 3,5 % (femmes enceintes) à 31 % (HSH) (Rapport sur le profil épidémiologique de l’infection à VIH en RDC/PNLS).Le Plan Stratégique National de lutte contre le VIH/Sida 2018-2021 prévoit dans son axe 5 la promotion d’un environnement favorable à la riposte au VIH/Sida. Cet axe vise à garantir un environnement favorable à la protection des droits des personnes vulnérables (Personnes vivant avec VIH, victimes de violences sexuelles, les enfants, les populations clé…) et lutter contre le VIH en milieu carcéral et de détention. Les produits et effets visés dans cet axe d’ici 2021, entre autres la réduction des inégalités de sexes/genre à 90% tandis que les résultats attendus sont notamment l’accès aux services de prévention, soins, traitement et soutien ainsi que la promotion et la protection des droits humains. Cependant, les évidences de l’étude sur l’INEX STIGMA 2012 menée en Rd-Congo avec l’appui du PNUD, et l’enquête de l’INDEX des populations clés menée en 2017 (PNUD) démontrent un niveau élevé de stigmatisation et de discrimination que vivent les Personnes vivant avec VIH et les Personnes affectées ainsi que les populations clés au sein de leurs communautés. Cet état de choses constitue évidemment les violations des droits humains et empêche l’accès aux services de prévention et aux soins. Dans le même ordre d’idée, le Rapport Gap Prévention (GARP) publié par l’ONUSIDA en Juillet 2016 sur les données VIH collectées auprès de 146 pays montrent clairement que certains ont réussi à faire baisser les nouvelles infections parmi les adultes de 50% ou plus au courant de dix dernières années pendant que d’autres n’ont pas réalisé des progrès notables. D’autres encore ont enregistré une hausse inquiétante de nouvelles infections. Ce Rapport indique que 1,9 millions d’adultes ont été nouvellement infectés durant les cinq dernières années et le nombre de nouvelles infections demeure croissant dans certaines régions.Quant à la RDC, celle-ci figure parmi les quatre pays les plus affectés de la région de l’Afrique de l’Ouest et du Centre et compte parmi les 22 pays qui supportent les 90% des besoins non couverts de la Prévention de la Transmission du VIH de la Mère à l’Enfant (PTME). 420 000 personnes y vivent avec le VIH et on y enregistre chaque année près de 19 000 nouvelles infections et près de 26000 décès.L’épidémie de l’infection à VIH en RDC est de type généralisé avec une prévalence de 1,2% dans la population générale. Mais elle reste concentrée au sein des populations clés notamment les professionnelles de sexe (6,7 %) et les hommes qui ont des rapports sexuels avec les hommes (17,1%). La R D Congo ne dispose pas encore des données sur la prévalence des UDI mais les données régionales les estiment à 12 %.Bien qu’on enregistre certaines avancées dans la prise en compte des aspects droits humains et les populations clés en RDC, il n’en reste pas moins les problèmes auxquels les PvVIH, PA ainsi les populations clés sont affrontées dans les communautés. Et donc, les efforts de prévention doivent être redynamisés avec des approches innovantes afin de permettre à la communauté mondiale d’accélérer la riposte pour mettre fin à l’épidémie du Sida d’ici 2030.Et donc, cet exercice permettra à mesurer les performances du Programme Sida ainsi qu’à l’élaboration du nouveau Plan Stratégique National de la riposte au sida pour la période 2020-2023.Dans l’optique d’appuyer le Gouvernement Congolais sur la production de résultats de qualité à la réponse nationale au VIH/SIDA selon convergeant vers les objectifs 90-90-90 et une génération sans sida à l’horizon 20130, cet appui s’avère important dans la mesure où on ne peut pas prétendre mettre fin à cette épidémie sans le respect des droits humains. Objectif :Le consultant aura pour objectif de fournir un appui au groupe thématique droits humains et les populations clés pour la production des informations attendues de la revue au terme de leur analyse thématique de la réponse nationale à l’épidémie du VIH. |

**2. Description du travail demandé, responsabilités du/de la consultant/e**

|  |
| --- |
| Sous la supervision du Coordonnateur Technique du processus et sous la responsabilité directe du Consultants International lead, avec l’encadrement du Consultant national, le Consultant droits humains et population clé aura à :* Faciliter les séances de travail du groupe thématique droits humains et les populations de façon à parvenir dans les délais impartis aux résultats attendus ;
* Fournir aux membres de son groupe thématique la documentation requise pour la bonne conduite de leurs travaux ;
* Mobiliser les appuis extérieurs, notamment en termes de personnes ressources, dont le groupe thématique droits humains et population clé pourrait avoir besoin dans l’intérêt de ses travaux ;
* Adresser aux membres du groupe thématique droits humains et populations clés, en collaboration avec le Consultant national lead, les invitations aux séances de travail ;
* Assurer la disponibilité du matériel, des outils et de l’équipement nécessaire à la bonne conduite des travaux du groupe thématique droits humains et populations clés ;
* Elaborer le compte-rendu des séances de travail du groupe thématique ;
* Assurer l’information régulière du Consultant national et du Consultant Lead sur le niveau d’avancement des travaux du groupe thématique droits humains et population clé dont il/elle a la charge ;
* Elaborer le rapport final des travaux du groupe thématique droits humains et population clé ;
* Faire valider le rapport final par le groupe thématique droits et populations clés pour soumission au Consultant national lead ;
* Produire le rapport de consultance dument validé.
 |

**3. Livrables et tranches de paiement**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Les livrables, délais d´exécution et tranches de paiement sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Livrables*** | ***Délai\**** | ***Tranche de paiement/%*** | ***Conditions de paiement*** |
| Méthodologie et plan de travail détaillé des activités attendues | 1 semaine après signature du contrat | 30% | Evaluation satisfaisante du livrable |
| Un rapport des groupes thématique droits humains et populations clés Validé | 1 mois | 50% | Evaluation satisfaisante du livrable |
| Un rapport final de la consultance validé | Fin contrat | 20% | Evaluation satisfaisante du livrable |

 |

**4. Durée de la mission**

|  |
| --- |
| Le nombre total de jours de travail dans le cadre de ce contrat alloué au consultant national sera étalé sur : 45 jours ouvrables pour le paiement dans une période de 2 mois. |

**5. Qualifications et Expérience requises**

|  |
| --- |
| I. Qualifications académiques :Avoir un diplôme de licence en droits humains des politiques, dans l’environnement juridique ou similaire. II. Expérience : Expérience professionnelle, d’au moins 8 ans, dans le domaine des droits humains, des politiques et lois liées au VIH au niveau International et National ;Expertise reconnue, d’au moins 8 ans, dans le domaine de l’environnement juridique congolais axé sur :* + Droits humains et Genre
	+ Populations clés;
	+ VSBG (environnement favorable aux personnes vivant avec le VIH, Droits et Genre) ;
	+ Prévention à VIH
	+ Gestion du programme

III. LanguesUne excellente maîtrise de la langue française est exigée parler et écrit. Une bonne connaissance de l'anglais constituerait un avantage.Compétences :* Compétences dans la facilitation de réunions, d’ateliers ou de formations ;
* Bonne expérience de rédaction de documents de planification et de rapports techniques d’évaluation sur le VIH/sida ;
* Bonne connaissance de l’environnement légal à la riposte au VIH/sida dans le contexte des droits humains en RDC ;
* Maîtrise de l’outil informatique, notamment avec les logiciels : Word ; Excel ; PowerPoint
* Dynamisme, sens des responsabilités, aptitudes à la bonne communication et au travail en équipe.
* Travailler en équipe
 |

**6. Documents constitutifs de l’offre**

|  |
| --- |
| Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous : **1. Proposition technique :**1. Une note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature ;
2. Une brève présentation de l’approche méthodologique et de l’organisation envisagée de la mission (chronogramme et plan de travail) ;
3. CV incluant notamment les expériences acquises dans les projets, domaines similaires ou connexes et 3 références.

**2. Lettre d´offre avec une proposition financière – *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2*** Le/la Consultant(e) doit remplir et signer la *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2.
* Le/la Consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (le modèle du tableau des couts est joint à la Lettre de soumission – pages 4-5).
 |

**7. Evaluation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Le/la consultant/e individuel sera évalué sur la base de la méthodologie de **Notation combinée.** Lorsque cette méthode d’évaluation est utilisée, le contrat est attribué au consultant individuel dont l’offre a été évaluée et jugée :* Répondante/conforme/ acceptable et,
* Ayant reçue la note globale pondérée la plus élevée sur la base des critères technique et financier spécifiés

\*Pondération de l’évaluation technique : 70 % \*Pondération de l’évaluation financière : 30 %L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.Le marché sera attribué au/à la Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).1. *Les propositions techniques*

Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères d´évaluation**  | **Points** |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle un diplôme de licence en droits humains des politiques, dans l’environnement juridique ou similaire ? | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle minimum de 8 ans d'expérience dans le domaine des droits humains, des politiques et lois liées au VIH au niveau International et National ? 10ptsLe/la soumissionnaire a-t-il/elle minimum de 8 ans d'expérience dans le domaine de l’environnement juridique congolais axé sur :* + Droits humains et Genre
	+ Populations clés;
	+ VSBG (environnement favorable aux personnes vivant avec le VIH, Droits et Genre) ;
	+ Prévention à VIH
	+ Gestion du programme ?15 pts

  | 25 |
| L´approche méthodologique proposé est-elle claire et appropriée aux produits décrits/attendus dans les termes de référence ?   | 30 |
| Le chronogramme/plan de travail proposé est-il cohérent et réaliste pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicité dans les TDR ? | 30 |
| **Total note proposition technique**  | **100** |

**Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.*****Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.***1. *Les propositions financières*

Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :* ***Note financière A = [(Offre financière la moins disante)/Offre financière de A] x 30***

**Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.**Le/la Consultant(e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts dans l´Annexe II (Lettre de soumission au PNUD). Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter, dans le Tableau des coûts, la ventilation de ce montant forfaitaire.Le/la consultant/e devra inclure tous les frais lui permettant d’exécuter la mission suivant la durée prévue. Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables tels que mentionné dans la Section 3 – Livrables et Tranches de Paiement. |

**8. Autres informations pertinentes**

|  |
| --- |
| * Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis.
* Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat).
 |

**ANNEXES**

**ANNEX 1 – Termes et Conditions des contrats IC (Individual Contracts)**

****

**ANNEX 2 – Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission (y compris le tableau des couts)**

****